Réactivation du M23 pour grossir les rangs de la rébellion burundaise ?

@rib News, 12/05/2016 â€“ Source IRIN Le Rwanda attise-t-il le front de la rÃ©bellion au BurundiÂ ? Kampala, 4 mai 2016 - La RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo accuse le Rwanda voisin de recruter des ex-rebelles du M23 pour aider Ã Ã©vincer le prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza, confÃ©rant ainsi une dimension internationale inquiÃ©tante Ã une crise dÃ©jÃ incendiaire. Le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende Omalanga, accuse le Rwanda de payer des ex-combattants duÂ M23Â exilÃ©s au Rwanda et en Ouganda pour qu'ils rallient les forces d'opposition burundaises et aident Ã renverser le gouvernement Ã Bujumbura.

Â«Â Nous voulons qu'ils [les ex-rebelles du M23] rentrent au pays. Il existe des mauvais Ã©lÃ©ments du Rwanda qui les recrutent pour les envoyer se battre au Burundi. Nous en avons arrÃªtÃ© un certain nombre au Nord-Kivu (une province de l'est du Congo), et ils seront poursuivis en justiceÂ Â», a dit M.Â Mende Ã IRIN. Â«Â Nous ne pouvons tolÃ©rer que des ressortissants congolais contribuent Ã dÃ©stabiliser la paix et la sÃ©curitÃ© dans un pays voisinÂ Â», a-t-il dit. M.Â Nkurunziz et ses collaborateurs accusent rÃ©guliÃ¨rement le Rwanda d'enrÃ´ler et de former des rÃ©fugiÃ©s pour renverser son gouvernement aux abois. UnÂ rapport, remis au Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations Unies par un groupe d'experts au mois fÃ©vrier, pointe lui aussi Kigali du doigt, en l'accusant cette fois d'enrÃ´ler des rÃ©fugiÃ©s du camp de Mahama - dans l'est du Rwanda - pour gonfler les rangs de l'opposition armÃ©e au Burundi. Le Rwanda dÃ©ment haut et fort l'ensemble de ces allÃ©gations Â«Â Ce sont des bÃªtisesÂ Â», a dit Ã IRIN le gÃ©nÃ©ral de division Frank Mugambage, ambassadeur du Rwanda en Ouganda. Â«Â C'est la rhÃ©torique habituelle, des allÃ©gations infondÃ©es avec lesquelles le Congo et aux autres Ã©tiquettent le Rwanda. Rien de tout Ã§a n'est vrai.Â Â» Â RenÃ© Abandi, l'ex-ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res du M23, rÃ©fute lui aussi ces allÃ©gations. Â«Â Tout Ã§a c'est de l'intoxication politiqueÂ Â», a-t-il dit Ã IRIN. Â«Â Ils se cherchent un Ã©missaire. L'avenir me donnera raison.Â Â»Â Â Un problÃ¨me non rÃ©solu LeÂ M23 (Mouvement du 23Â mars) est parti d groupe rebelle majoritairement tutsi opÃ©rant dans le Nord-Kivu, qui fut intÃ©grÃ© Ã l'armÃ©e nationale congolaise enÂ 2009 Des unitÃ©s se sont mutinÃ©es enÂ 2012, en invoquant la rÃ©ticence du gouvernement Ã mettre pleinement en Å“uvre l'acco de paix. La rÃ©bellion a rapidement gagnÃ© du terrain dans l'est du Congo, aggravant une crise humanitaire dÃ©jÃ terrible. Le Rwanda estÂ soupÃ§onnÃ©Â d'avoir fourni un soutien militaire direct au MÂ 23 afin de conserver son influence au Congo. Un rapport Ã©mis par un groupe d'experts des Nations Unies enÂ 2012 accuse Ã©galement l'Ouganda d'avoir participÃ© par l'envoi de renforts, la livraison d'armes, une planification conjointe, une assistance technique et en facilitant les relations extÃ©rieures. Mais le gÃ©nÃ©ral Edward Katumba Wamala, le chef des forces de dÃ©fense ougandaises, a dit que Kampala est Â«Â clairement opposÃ©Â Â» Ã toute tentative d'enrÃ´lement des ex-combattants du M23 actuellement cantonnÃ©s aux baraquements militaires de Bihanga, dans le district d'Ibanda, Ã l'ouest de l'Ouganda. Â«Â Nous ne voulons pas que ces personnes prennent les armes et deviennent un problÃ¨me pour la rÃ©gionÂ Â», a dit M.Â Wamala Ã IRIN. Â«Â Nous en appelons Ã la communautÃ© internationale. Qu'elle exerce son pouvoir pour convaincre le gouvernement congolais d'appliquer les DÃ©clarations de Nairobi et de sortir ces hommes de notre territoire.Â Â» Les DÃ©clarations de Nairobi, ratifiÃ©es par le gouvernement congolais et le M23 en marsÂ 2013, ont mis un terme aux hostilitÃ©s dans l'est du Congo alors que l'armÃ©e nationale commenÃ§ait Ã prendre l'avantage. EllesÂ offraientÂ au M23 de renoncer Ã la violence en Ã©change d'une amnistie, ainsi que la dÃ©mobilisation et la rÃ©intÃ©gration des anciens rebelles. Mais l'amnistie s'est rÃ©vÃ©lÃ©e extrÃªmement limitÃ©e, et le rapatriement des ex-combattants du M23 particuliÃ¨rement lent. EnÂ janvierÂ 2014, violences ont Ã©clatÃ© Ã Bihanga oÃ¹ les ex-rebelles protestaient contre leur renvoi au pays, craignant d'Ãªtre mal reÃ§us dans un pays oÃ¹ le sentiment antirwandais reste fort. Et les preuves dans tout Ã§aÂ ? Bien qu'il subsiste un noyau dur d'anciens rebelles au Rwanda et en Ouganda, les preuves de leur remobilisation sont difficiles Ã trouver. Â«Â Les seules allÃ©gations dont j'ai eu vent sont celles du gouvernement congolais - qui a ses propres intÃ©rÃªts - ou des allÃ©gations n'ayant Ã©tÃ© corroborÃ©es par aucune source indÃ©pendante, comme celles deÂ Refugee InternationalÂ Â», a dit Alex Fielding, analyste principal chez Max Security Solutions, un cabinet-conseil spÃ©cialisÃ© dans les risques gÃ©opolitiques, Ã IRIN. Mais Â«Â le M23 ne fonctionne pas Ã l'heure actuelle comme un groupe cohÃ©rent obÃ©issant Ã une chaÃ®ne hiÃ©rarchique de commandement. Si bien que certains ex-combattants de rang infÃ©rieur peuvent avoir Ã©tÃ© payÃ©s et enrÃ´lÃ©s pour rallier l'insurrection burundaiseÂ Â», a-t-il dit.Â L'Ã©chec, malgrÃ© l'appui de la communautÃ© internationale, programme de dÃ©sarmement, de dÃ©mobilisation et de rÃ©intÃ©gration [DDR] - l'une des dispositions clÃ©s de l'Accord de Nairobi - n'a fait qu'accentuer l'instabilitÃ© de la rÃ©gion. Â«Â [L'absence de progrÃ¨s] reste globalement un moteur de dÃ©stabilisation, et un terrain propice au recrutement pour d'autres conflits, notamment celui qui agite le BurundiÂ Â», a dit M.Â Fielding. Jason Stearns, le directeur du Groupe d'Ã©tude sur le Congo (GEC) de l'universitÃ© de New York, est inquiet lui aussi. Â«Â Rien ne permet de penser qu'une autre rÃ©bellion d'ampleur puisse Ãªtre constituÃ©e Ã partir des anciens Ã©lÃ©ments duÂ M23. Mais avec l'approche des Ã©lections au Congo et l'aggravation de la crise politique au Burundi, il y a toujours un risque que ces officiers rallient de nouveaux groupes dans la rÃ©gionÂ Â», a-t-il dit Ã IRIN. Â«Â La partie la plus importante du MÂ 23 est son noyau d'officiers de rang supÃ©rieur hautement expÃ©rimentÃ©sÂ Â», a-t-il dit. Â«Â Leur avenir e incertainÂ : leurs pays hÃ´tes refusent de les arrÃªter pour des crimes de guerre perpÃ©trÃ©s au Congo, et il est peu probable que Kinshasa leur accorde l'amnistie.Â Â» Michael Boyce, qui travaille comme juriste chez Refugee International, a dit qu'une rÃ©activation du M23 s'accompagnerait de consÃ©quences humanitaires directes. Â«Â Le sort des anciens combattants du M23 doit Ãªtre dÃ©cidÃ©, mais il ne s'agit lÃ que d'un Ã©lÃ©ment de l'accord-cadre de 2013 pour la paix, la sÃ©curitÃ© et la coopÃ©ration dans la rÃ©gion des Grands Lacs - dont la plupart des dispositions, et c'est une honte, n'ont pas Ã©tÃ© mises en Å“uvreÂ Â», a-t-il dit Ã IRIN. L'accord, ratifiÃ© par 11Â gouvernements enÂ 2013 Ã Addis-Abeba, la cap Ã©thiopienne, a pour objectifÂ : Â«Â de mettre fin aux cycles de violence rÃ©currentsÂ Â» dans la rÃ©gion. Â«Â Il faut que la et ses voisins cessent de se dÃ©rober aux obligations dÃ©finies par l'accord-cadre de 2013 pour la paix, la sÃ©curitÃ© et la coopÃ©ration dans la rÃ©gion des Grands Lacs, surtout Ã prÃ©sent que la rÃ©gion est en train de retomber dans la crise. S'il ne le font pas, des civils innocents en paieront le prixÂ Â», a dit M.Â Boyce.Â Un rapatriement difficile Le rapatriement des ex-combattants du M23 est un sujet extrÃªmement sensible minant les relations dans la rÃ©gion. Des 1Â 377 ex-

combattants qui se trouvaient en Ouganda, seuls 200Â environ ont Ã©tÃ© rapatriÃ©s chez eux et suivent le programme DDR. Â«Â Nous voulons qu'ils soient rapatriÃ©s au pays. Nous avons un programme pour eux. Mais nous ne savons pas pourquoi nos frÃ¨res ougandais continuent de les retenirÂ Â», a dit le porte-parole du gouvernement congolais, M.Â Mende. Â«Â Nous incitons nos homologues Ã se coordonner avec notre ambassade Ã Kampala et notre commission nationale [de DDR] pour les rapatrier immÃ©diatement.Â Â» M.Â Wamala, le chef de la dÃ©fense ougandaise, se dÃ©fend du moindre retar Â«Â Les ex-rebelles du M23 ne nous sont d'aucune utilitÃ©. Nous aimerions qu'ils soient dÃ©jÃ au Congo. Mais [les autoritÃ© congolaises] n'ont pas l'air de vouloir les reprendre, et ne ne pouvons pas les entasser dans des camions pour leur faire passer la frontiÃ¨re car le droit international ne le permet pas.Â Â» Et d'ajouterÂ : Â«Â Nous avons averti tout le monde, la MONUSCO [la mission de maintien de la paix des Nations Unies au Congo], les Nations Unies et les Congolais eux-mÃªmes. Nous avons tentÃ© de convaincre les Nations Unies [HCR, le Haut Commissariat aux rÃ©fugiÃ©s] de les prendre en charge en qualitÃ© de rÃ©fugiÃ©s, mais on nous a rÃ©pondu qu'il ne s'agissait pas de rÃ©fugiÃ©s mais d'anciens combattant qu'ils ne pouvaient s'en charger.Â Â» M.Â Wamala a dit qu'au-delÃ du coÃ»t politique, donner l'asile aux ex-rebelles avait un coÃ»t financier. Â«Â Malheureusement, ils sont encore Ã notre charge et [Ã§a] nous revient trÃ¨s cher de les gÃ©rer, de les nourrir et de nous en occuper. Ils pÃ¨sent sur nos ressources dÃ©jÃ limitÃ©es. Ce n'Ã©tait pas prÃ©vu Ã notre budget. Notre geste de bonne volontÃ© se retourne contre nous.Â Â» Et maintenantÂ ? M.Â Fielding a dit que de nombreux problÃ¨mes faisaient obstacle Ã une mise en Å“uvre de l'accord de Nairobi - Ã commencer par le fait regrettable que le programme de DDR du Congo Â«Â ne soit pas encore pleinement opÃ©rationnelÂ Â» et que les efforts de rapatriement nÃ©gociÃ©s par les Nations Unies aient Ã©chouÃ© car les anciens combattants du M23 craignent d'Ãªtre Â«Â torturÃ©s et maltraitÃ©sÂ Â» Ã leur au pays. La crise politique burundaise continue de faire des victimes et de contraindre les populations civiles au dÃ©placement depuis que des manifestations ont Ã©clatÃ© en rÃ©action Ã la dÃ©cision de M.Â Nkurunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat. Le pays a notamment essuyÃ© une tentative avortÃ©e de coup d'Ã‰tat visant Ã mettre fin aux Ã©lections contestÃ©es dont M. Nkurunziza est sorti vainqueur en juillet, et Ã des situations largement documentÃ©es deÂ violations des droits de l'homme.Â M.Â Nkurunziza a refusÃ© de rencontrer une vaste coalition d'opposition en taxant l'ensemble de ses membres de terroristes. Les pourparlers de paix, qui auraient dÃ» commencer cette semaine sous la supervision de l'ex-prÃ©sident tanzanien Benjamin Mpaka, ont Ã©tÃ© repoussÃ©s. Faute d'une entente politique, les craintes d'une guerre civile totale se prÃ©cisent.